



Monsieur Guy Lavorel, Président de l'Université  
Université Jean-Moulin – Lyon III  
15, quai Claude Bernard  
69007 LYON

Lyon, le 10 avril 2004

Objet : remise du titre de Docteur Honoris Causa à Monsieur Blaise Compaoré.

Monsieur le Président d'Université,

Nous sommes bouleversés d'apprendre l'intention de l'Université Lyon III d'honorer Monsieur Blaise Compaoré, chef d'État du Burkina Faso, du titre de Docteur Honoris Causa. Nous vous adressons ce courrier en vue de vous inciter à faire tout ce qui est en votre pouvoir pour faire avorter ce projet. Dans le cas contraire, nous nous efforcerons de faire connaître le plus largement possible le scandale que représente cette distinction, entre autres par un rassemblement public à proximité de la cérémonie.

Par un plan de communication sans faille, Blaise Compaoré obtient des portraits extrêmement flatteurs dans de nombreux organes de presse, et parvient à afficher des amitiés avec un grand nombre de personnalités parfaitement honorables en France. Et pourtant...

#### *Illégitimité du régime*

Blaise Compaoré a pris le pouvoir au Burkina Faso en 1987 en prenant la tête d'un complot qui a assassiné le président Thomas Sankara. Cet accès illégitime à la tête du pays est appuyé par la Libye de Mouammar Kadhafi, par la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny, la France de François Mitterrand et Jacques Chirac, et en alliance avec le futur chef de guerre rebelle libérien Charles Taylor. Son règne est ininterrompu à ce jour suite à deux élections frauduleuses.

Va-t-on honorer un chef d'État sans légitimité démocratique ?

#### *Déstabilisation géopolitique*

De l'alliance contractée autour de la mort de Sankara naîtra une "entreprise" profondément destructrice et déstabilisatrice en Afrique de l'Ouest. Le martyre de cette région commence au Liberia en 1989, où le régime Compaoré, entre autres, aide la première guerre putschiste hypercriminelle de Charles Taylor, qui conduira celui-ci au pouvoir au bout de huit années. Blaise Compaoré restera ensuite, avec Mouammar Kadhafi et Henri Konan Bédié (Côte d'Ivoire), l'associé de Charles Taylor dans la guerre du même type menée en Sierra Leone. Cette guerre a ensanglanté la région pendant de nombreuses années, faisant des centaines de milliers de morts, multipliant des enfants-soldats drogués, rendus fous, exterminant et amputant avec sadisme les civils des zones conquises. Durant toute cette période, le Burkina Faso a servi de plaque tournante du trafic d'armes malgré l'embargo décrété par la Cedeao (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) : le France y pourvoyait de façon "légale" (n'étant évidemment pas membre de la Cedeao). En septembre 2002, c'est en large partie avec les armes et les mercenaires du Burkina Faso et du Liberia que des mouvements rebelles entreront en Côte d'Ivoire, présidée par Laurent Gbagbo... Ce pays dont l'explosion paraît aujourd'hui dramatiquement imminente, et où des militaires français sont en position d'interposition par milliers.

Peut-on concevoir d'honorer Blaise Compaoré malgré son rôle dans ces atrocités ?

### *Répression interne*

Il serait laborieux de résumer les innombrables actes de répression interne arbitraire. Certains assassinats sont plus symptomatiques, comme celui de David Ouedraogo, chauffeur du frère du chef d'État, et surtout, le 13 décembre 1998, celui du journaliste le plus populaire du continent, Norbert Zongo : ce dernier enquêtait sur le sort du chauffeur, après avoir dénoncé de nombreux trafics scandaleux commis par le régime (pillage des mines d'or, vaste escroquerie sur des pesticides, etc.). Quant au bien public, Blaise Compaoré a tenté de fermer l'Université de Ouagadougou en octobre 2000, et d'invalider l'année universitaire 1999/2000, pour cause de revendications d'étudiants. Seule une réaction massive et internationale à ce projet l'en a dissuadé.

Quels éléments peuvent permettre à une Université de décerner un titre honorifique au responsable d'une telle gabegie, accompagnée d'une multiplication des violations des droits de l'Homme, au mépris d'un peuple soulevé comme un seul homme depuis fin 1998 sous le mot d'ordre « trop c'est trop » ?

Nous espérons que la cérémonie prévue le 23 avril n'aura jamais lieu. Dans l'espoir de vous convaincre du bien fondé du nécessaire renoncement à ce projet, nous sollicitons en urgence de votre bienveillance un rendez-vous pour vous apporter les compléments d'information nécessaires.

Dans l'attente de cette rencontre, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président d'Université, l'expression de notre profond respect.

Pour Survie Rhône :  
Jean-François Koehrer, président

Pierre Caminade, administrateur